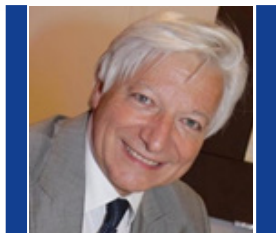


LA LETTRE DE FRANCE UNIE



EDITO

Les « Gilets Jaunes », l'usine Ford de Blanquefort, l'attentat de Strasbourg, le Pacte de Marrakech : 4 symboles des défis que la France doit relever !

Quel que soit le défi à relever, tout nous ramène à l'Etat. Certes, selon la formule d'un ancien Premier ministre socialiste, « L'Etat ne peut pas tout », mais rien ne peut se faire sans l'Etat. Les pays les plus libéraux, comme les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud, se caractérisent par une présence forte d'un Etat-stratège, voire d'un capitalisme d'Etat à travers les orientations et le financement des politiques publiques, qu'elles soient économiques, sociales ou en matière de transition écologique. La France se caractérise par une dépense publique qui atteint 56,4 % du PIB. Dans les années 1960, la part des dépenses publiques dans le PIB était de 35 %. Ce record, la France est championne du monde de la dépense publique et des prélèvements obligatoires, n'a pas empêché la crise des « Gilets Jaunes » qui montrent que les Français sont insatisfaits de leurs services publics et de leur système social, en même temps qu'ils dénoncent le matraquage fiscal.

Il ne s'agit pas, pour moi, de revenir sur un diagnostic que tout le monde connaît, ni de dire qu'il suffit de revenir à la « politique du carnet de chèques » mise en œuvre, dans l'urgence, par le gouvernement face à la crise des « Gilets jaunes » et au malaise des policiers. Cette « politique du carnet de chèques » a au moins le mérite de permettre un retour à la politique : la décision politique, qui conduit à laisser courir les déficits publics au-delà des 3% imposés par Maastricht, l'emporte sur la technocratie symbolisée par Bercy. C'est une bonne décision, mais qui ne peut être que provisoire. Le « Grand débat

national », qui se tiendra sur 3 mois, est l'occasion de tout remettre à plat, sans tabous, dans une France obligée de se réformer.

Quatre symboles résument les défis que la France doit relever : la crise des « Gilets Jaunes », l'usine Ford de Blanquefort, l'attentat de Strasbourg et le Pacte de Marrakech.

La crise des « Gilets Jaunes » : cette crise est une crise sociale, celle de la France des fins de mois difficiles. Le défi est social.

L'usine Ford de Blanquefort : la fermeture de ce site industriel aux portes de Bordeaux pose le problème de la désindustrialisation de la France et de la grave crise qui s'annonce dans l'industrie automobile avec la fin des énergies carbonées. Quelle doit être la réponse de l'Etat, qui a injecté 25 millions d'euros de subventions publiques dans cette usine ? Le défi est celui de l'industrialisation.

L'attentat de Strasbourg : la menace terroriste est toujours aussi forte. Le défi est celui de la sécurité.

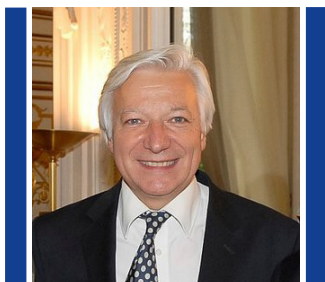
Le Pacte de Marrakech : texte onusien signé par 150 Etats, certes non contraignant, mais caractéristique de la morale onusienne qui tend à s'affranchir de la souveraineté des Etats. Le défi est celui du choc migratoire.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron et la reconstruction des grands partis républicains de gouvernement commencent véritablement à l'occasion de ce grand débat national.

La « politique du carnet de chèques » est une politique à court terme. C'était, dans le vieux monde, la réponse qui permettait de mettre la poussière sous les tapis.

Marc FRAYSSE
Ancien Député
Président de France Unie

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



Semaine du 21 décembre 2018

www.france-unie.fr

Sommaire

p1- Edito

Les « Gilets Jaunes », l'usine Ford de Blanquefort, l'attentat de Strasbourg et le Pacte de Marrakech : 4 symboles des défis que la France doit relever !

p 2 - Sommaire

Informations importantes

p 3 - Politique

Crise des institutions et de la représentation parlementaire ?

p 4 - Livre

Ce que nous vous conseillons

p 5/6 - INVITATION

Les petits déjeuners de l'économie

25 janvier 2019

Invité : Philippe LOIACONO,

Gouverneur militaire de Lyon

Thème : Actualités des Armées

Informations importantes

France Unie vous informe que suite à une restructuration de la communication, la seule et unique boîte e-mail de contact est accueil.franceunie@gmail.com. Les autres boîtes e-mails ne seront plus lues.

Pour continuer à recevoir les lettres d'informations de France Unie ainsi que les invitations aux « Petits déjeuners de l'économie » et aux « Théâtre de la pensée », nous vous conseillons d'ajouter la boîte e-mail lalettre@franceunie.com à votre carnet d'adresse et de vérifier dans un premier temps vos boîtes « Spam » et/ou « Courriers indésirables » afin d'autoriser cette adresse mail à vous délivrer des messages.

Vous pouvez également vous inscrire aux newsletters sur cette adresse :

<https://www.france-unie.fr/newsletters/>

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



POLITIQUE

CRISE DES INSTITUTIONS ET DE LA REPRESENTATION PARLEMENTAIRE ?

La crise des « Gilets Jaunes » ouvre un débat sur les institutions de la V^e République et la représentation parlementaire. Vivons-nous une crise institutionnelle telle qu'il nous faut passer à la VI^e République et abandonner la représentation parlementaire issue du suffrage majoritaire à deux tours pour une assemblée constituante ?

A l'évidence, la démocratie parlementaire doit être corrigée par deux éléments : l'introduction d'une dose de proportionnelle et l'utilisation des outils d'une démocratie plus participative sur certains sujets.

Pour la gauche radicale, la crise économique s'accompagne d'une crise institutionnelle. Selon le philosophe marxiste Ameyric Monville, « la constitution bonapartiste de la Ve République (...) entrave une représentation réelle du peuple français et un partage équilibré des pouvoirs. » Il ajoute : « C'est une crise institutionnelle car Emmanuel Macron est trop faible quant à sa légitimité et trop fort quant aux pouvoirs dont il dispose. Donc la seule chose qu'il doit faire c'est partir. Et il faut que nous changions la constitution, pas seulement nous débarrasser d'Emmanuel Macron mais rendre cette constitution plus parlementaire, plus équilibrée, moins sur le modèle bonapartiste voulu par du Général de Gaulle, et qui pouvait peut-être lui convenir parce qu'il pouvait prétendre incarner la Nation à cette époque. Mais aujourd'hui cela ne peut plus fonctionner comme ça. »

L'idée d'une crise institutionnelle se retrouve à l'extrême droite, comme dans tous les partis politiques qui ne peuvent prétendre accéder au pouvoir par les urnes. L'une des questions qui se pose est la suivante : le Général de Gaulle a-t-il conçu les institutions de la V^e République pour lui-même dans son désir d'incarner un « monarque républicain » au pouvoir fort. Pour nous, gaullistes, la réponse est non. Le Général de Gaulle a conçu les institutions de la V^e République pour ses successeurs. Porté par l'Histoire, il n'avait pas besoin de conforter sa légitimité. En revanche, il fallait sortir des faiblesses de la IV^e République essentiellement liées aux institutions, une IV^e République qui connaît une histoire politique mouvementée, marquée par une grande instabilité gouvernementale. Plus de 22 gouvernements se sont succédé de 1947 à 1958, des gouvernements formés des trois grands partis de la Libération. Si personne ne conteste le rôle de la IV^e République dans la modernisation de la France et l'ouverture sur l'Europe, on retient surtout l'instabilité gouvernementale. La V^e République, le Général de Gaulle l'imagine pour ses successeurs qu'il souhaite voir libérés du poids des partis politiques. Notre Histoire récente lui donne raison : les alternances successives, les cohabitations, l'impopularité des Présidents, tout cela n'a pas empêché la France d'être gouvernée à travers des majorités stables.

La crise des « Gilets jaunes » reste une crise sociale avec des revendications légitimes. Ce n'est pas une crise institutionnelle. En revanche, l'accélération de l'Histoire fait qu'il est nécessaire de corriger la démocratie parlementaire par des outils de démocratie participative, tels qu'ils existent dans un pays comme la Suisse. Le grand débat national qui s'ouvre doit être l'occasion de réfléchir sur ces outils, leur contenu et les modalités de mise en œuvre.

On se souvient que, dès l'automne 1945, il apparaît pour le Général de Gaulle, que les conceptions des principaux partis sont inconciliables entre elles et plus encore avec ses propres conceptions. Pour le Général de Gaulle les jeux politiques, si préjudiciables à la III^e République, troublent de nouveau la conduite des affaires publiques. Il choisit de quitter la direction du Gouvernement provisoire le 20 janvier 1946. Pour le Général de Gaulle, le pays et la démocratie ont besoin d'un exécutif fort. Pour les partis de gauche, la démocratie ne peut s'incarner que dans une assemblée unique toute puissante, ce que défend Jean-Luc Mélenchon avec son assemblée constituante. Bien sûr, nous préférons le Général de Gaulle à Jean-Luc Mélenchon, la démocratie parlementaire au socialisme tropical cubain ou vénézuélien.

Christian GAMBOTTI
Bureau des études
de France Unie

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



LIVRE

CE QUE NOUS VOUS CONSEILLONS

Gustave Le Bon, Psychologie des foules, (réédité par le PUF en 2013), un livre publié en 1895.



Présentation de l'Editeur

Les idées exposées dans cet ouvrage, publié en 1895, semblèrent alors fort paradoxales. Ce texte est devenu un classique, traduit dans de nombreuses langues, dont la lecture et l'étude sont toujours d'actualité et font partie de la formation de toutes les nouvelles générations de jeunes sociologues.

Biographie de l'auteur

Gustave Le Bon (1841-1931), médecin et sociologue, est connu pour avoir été en France, le vulgarisateur des notions concernant la psychologie collective.

L'avis de France Unie

Pourquoi lire un ouvrage de 1895, contesté aujourd'hui sur le plan méthodologique et théorique ? Ce livre garde en réalité toute son actualité. Le Bon montre que le comportement d'individus réunis dans une « foule psychologique » n'est pas le même que lorsque les individus raisonnent de manière isolée, il explique ainsi les comportements irraisonnés des foules : « Peu aptes au raisonnement, les foules sont au contraire très aptes à l'action ». On retiendra l'idée forte suivante : les foules se lassent elles-mêmes de leur propre violence et débordements. Elles se dirigent alors vers la « servitude », c'est-à-dire l'acceptation d'un pouvoir fort ou d'une dictature. C'est le pari que font les partis d'extrême gauche et d'extrême droite à l'occasion de la crise des « Gilets Jaunes ». On comprend mieux l'appel à l'insurrection populaire lancée par Mélenchon et les trotskistes de la France Insoumise.

.../...

INVITATION

NOUS AURONS L'HONNEUR ET LE PLAISIR D'ACCUEILLIR POUR LA 60^{ÈME} ÉDITION :
LE GÉNÉRAL PHILIPPE LOIACONO, GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE
GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir : le Général LOIACONO à notre 60 ^{ème} édition		Thème : Actualités des Armées	
Vendredi 25 janvier 2019 A partir de 7 h 45 Au SOFITEL Lyon Bellecour 20, quai Gailleton – 69002 Lyon Participation : 18€/personne		 <p>Philippe LOIACONO Général de corps d'armée Gouverneur Militaire de Lyon</p>	

Le vendredi 25 janvier 2019

Sur le thème :

Actualités des Armées

A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour
20 quai Gailleton, 69002 Lyon

Inscription en ligne : <https://goo.gl/forms/WHaIG1qDcTc511Vw1>

Ou formulaire papier à imprimer en bas de la lettre.



NOM : _____

Prénom : _____ Né(e) le : _____

Adresse : _____

Code postale : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Tel : _____ Portable : _____

Profession : _____

Mandat électif : _____ Lieu : _____

 ADHESION

 RENOUVELLEMENT

 Cotisation simple

1an : 30 €

 Cotisation couple

1an : 40 €

(joindre un bulletin pour le conjoint)

 Cotisation réduite

1an : 15 €

(moins de 26ans, étudiants, demandeurs d'emploi)

 Soutien

..... €

je désire faire un don pour soutenir France Unie

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus lisiblement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée.
Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

INVITATION

LES PETITS-DEJ'
L'ECONOMIE
La confiance est dans l'action !

Marc FRAYSSE, ancien Député, Président de l'association France Unie,
a le plaisir de vous convier à la prochaine édition des **PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE**,
moments d'échanges d'idées et d'expressions,
pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent contribuer au débat citoyen.

Nous aurons l'honneur
et le plaisir d'accueillir :
le Général LOIACONO
à notre **60^{ème} édition**

Thème :
Actualités des Armées

Vendredi 25 janvier 2019
A partir de 7 h 45
Au SOFITEL Lyon Bellecour
20, quai Gailleton – 69002 Lyon
Participation : **18€/personne**



Philippe LOIACONO
Général de corps
d'armée

Gouverneur Militaire
de Lyon



NOM :PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :VILLE :
TELEPHONE :COURRIEL :

- Sera présent le vendredi 25 janvier 2019 à la 60^{ème} édition des "PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE"
 N'assistera pas à cet événement

Participation : 18 euros par personne

Règlement à votre convenance, soit par courrier (chèque à l'ordre de l'Hôtel Sofitel) soit sur place (CB ou espèces).

Vous pouvez vous inscrire :

- Par courrier : France Unie – 1 cours de la République – 69100 Villeurbanne
- Par courriel : accueil.franceunie@gmail.com
- Par téléphone : 04 37 47 83 23 - 07 89 84 04 75
- En ligne : <https://goo.gl/forms/WHalG1qDcTc511Vw1>

*(Pour information, votre inscription engage France Unie auprès de l'Hôtel Sofitel.
Aussi, en cas d'empêchement, auriez-vous l'obligeance de nous prévenir au moins 48 h à l'avance, merci !).*